

## **DECLARATION OFFICIELLE DE PROTESTATION**

Nous, la Communauté Roumaine de Bruxelles et d'autres villes de Belgique, ensemble avec d'autres résidents et citoyens belges, nous nous sommes rassemblé aujourd'hui, 9 juillet 2016, dans le Quartier Europeen pour protester pacifiquement contre les abus des services pour la protection des enfants de Grande Bretagne, Norvège, Finlande et Danemark!

Le 16 novembre de l'année passée, les agents Barnevernet, le service pour la protection des enfants de Norvège, ont enlevés les enfants Bodnariu : Eliana et Naomi à la sortie de l'école, Matei et Ioan de la maison, et, le jour suivant, le bébé Ezekiel du sein de sa mère.

Jusqu'au 17 juin de cette année, grâce aux nombreuses protestations, tous les cinq enfants Bodnariu ont été libérés et remis à leurs parents. Ceci est une preuve que la séparation entre ces enfants et leurs parents a été un abus de Barnevernet. Ceci est aussi un témoignage que l'élan de solidarité des Roumains qui ont manifesté a réussi à vaincre un système draconien et corrompu qui persécute les enfants innocents au nom de leur bien supérieur.

Le 20 juin de cette année, les enfants de la famille Barbu de Londres, Diana et Andy, repris par le service pour la protection des enfants, ont été donnés en adoption, de manière abusive, par le tribunal, à un couple britannique homosexuel. Cette décision contrevient à la Convention concernant les droits de l'enfant adoptée par l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies le 20 novembre 1989 et ratifiée par la Roumanie par la loi 18 de 1990. Conformément à l'article 20, alinéa 3 : « *Dans le choix d'une de ces solutions (de protection) il est nécessaire de tenir compte de la nécessité d'une certaine continuité dans l'éducation de l'enfant et de son origine ethnique, religieuse, culturelle et linguistique* ».

Le 1<sup>er</sup> février de cette année, la famille Nan a reçu la décision finale dans le procès de Norvège par laquelle a perdu définitivement ses enfants, Bianca et Dragoș, que Barnevernet avait enlevé le 27 octobre 2015. Les époux Nan ont revu leurs enfants la dernière fois le 31 mai, manipulés et pleurant pour vivre auprès de leurs parents. Ils sont menacés avec la prison.

Le 12 janvier 2015, les époux Avrănescu-Cruz de Norvège, avec des déficiences auditives, ont gagné au tribunal le droit définitif que leurs deux enfants, Roberto et Adrian, enlevés par Barnevernet le 19 mars 2014, retournent à la maison. Mais Barnevernet, malgré le fait que son abus a été prouvé par le tribunal norvégien, continue à refuser de retourner les enfants, sous le prétexte du handicap de leurs parents, et la police a déclenché la procédure d'expulsion de la mère. Condamnés définitivement à deux mois de prison, le père a été emprisonné cette semaine, le 4 juillet, et la mère le sera aussi jusqu'à la fin du mois.

Le 16 mai de cette année, au médecin Camelia Smicală de Finlande, qui avait gagné au tribunal ses enfants, enlevés par le service pour la protection des enfants et retournés en 2015, lui ont été de nouveau enlevés les enfants sous le prétexte d'une relation trop étroite avec elle.

Andreia Brădeanu de Grande Bretagne continue à lutter au tribunal pour récupérer ses trois enfants enlevés par le service pour la protection des enfants en 2009. Les enfants sont tombés malades à cause de la souffrance causée par la séparation. La mère est accusée de leur endoctrinement chrétien et elle est menacée de prison.

En 2014, le bébé de 10 semaines de Hermina Gheorghe de Danemark a été enlevé par le service danois pour la protection des enfants, sous le prétexte de la dépression de la mère.

A travers ces actes :

- ont été transgressés des droits élémentaires de l'enfant et de l'homme.
- ont été discriminées et persécutées des familles roumaines qui ont choisi d'élever leurs enfants selon les principes fondamentaux chrétiens.
- ont été séparés par la violence les enfants de leurs parents naturels, dans un mépris total par rapport à l'amour qui les unit.
- les enfants n'ont pas été écoutés lorsqu'ils ont pleuré et demandé de retourner à leurs parents.
- les enfants ont été écoutés seulement lorsqu'ils ont accusé leurs parents, tel qu'ils ont été conseillés et manipulés par des agents des services pour la protection des enfants.
- depuis qu'ils ont été enlevés de leurs parents, certains enfants ont été visiblement égratignés.
- beaucoup de douleur et de souffrance ont été provoqués aux parents et aux enfants, qui ont été menacés, manipulés et traumatisés, en total mépris par rapport à la liberté et à la démocratie.

Les auteurs de tels actes transgressent les lois et les traités internationaux, méprisent la logique et le bon sens, sont contre les parents naturels du monde entier et contre la vérité, sont contre Dieu. Ceux qui commettent de tels actes qui crient au ciel, d'une barbarie indigne de la civilisation européenne, se prévalent de l'intérêt supérieur de l'enfant, qu'ils interprètent avec hypocrisie selon leur propre intérêt.

Nous soutenons l'intérêt supérieur de l'enfant, qui est celui de vivre ensemble avec ses parents naturels et aimants, qu'aucune famille de substitution ne pourra remplacer. Ceci est le fort désir de tous les enfants qui ont été enlevés de leurs parents.

Nous sollicitons aux autorités britanniques, norvégiennes, finlandaises et danoises d'analyser ces cas et d'identifier des solutions respectueuses du droit fondamental des enfants d'être élevés et éduqués dans leur famille naturelle ou, au moins, dans la famille élargie.

Nous soutenons le droit de ces enfants, qui ont la citoyenneté roumaine, d'être rapatriés. Aucun état n'a pas le droit de disposer selon son bon plaisir de ces citoyens roumains.

Réunis aujourd'hui dans la capitale de l'Europe, nous sollicitons l'aide des institutions de l'Union Européenne pour que tous ces enfants retournent dans leurs familles naturelles.